

**RAPPORT N° 2023/1-28
au Conseil de la Communauté
en séance du jeudi 23 février 2023**

OBJET

DEMANDE DE REMISE GRACIEUSE DU DEBET PRONONCE A L'ENCONTRE DE MONSIEUR GERARD DALLEMER PAR LA CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES PAR JUGEMENT 2022-0004

Le présent rapport a pour objet de recueillir l'avis du conseil Communautaire sur la demande de remise gracieuse effectuée par l'ancien Comptable public, à la suite du débet prononcé à son encontre par la Chambre Régionale des Comptes (CRC), dans le cadre du contrôle effectué sur les comptes qu'il a produits, sur les exercices 2016 à 2019.

L'exécution du budget nécessite l'intervention de deux personnes distinctes et indépendantes : le Président, exécutif de la collectivité, d'une part, et le Comptable public, agent de la Direction Régionale des Finances Publiques, en charge des comptes de l'EPCI, d'autre part. En qualité d'Ordonnateur, le Président engage, liquide, mandate les dépenses et constate les droits générateurs de recettes. Le Comptable public contrôle et paye les dépenses et est en charge du recouvrement des recettes.

L'article L. 211-1 du Code des juridictions financières dispose que « la CRC juge, dans son ressort, les comptes des comptables publics ». L'instruction porte sur la bonne tenue des écritures, sur la régularité des recettes et des dépenses enregistrées ainsi que sur le bon accomplissement des tâches qui incombent à ces derniers. Il s'agit d'un contrôle juridictionnel, à l'issue duquel, la CRC rend un jugement en première instance sur les comptes du Comptable public. Si les comptes de ce dernier sont réguliers, la Cour prononce un arrêt de décharge à l'égard du comptable public. En revanche, elle le met en débet de la collectivité, en cas de manquement à ses obligations de contrôle à l'occasion d'une mise en paiement. Lorsqu'il est mis en débet, le Comptable public doit rembourser les sommes en cause à la collectivité dont il gère la comptabilité. Ainsi, outre les responsabilités communes à tous les agents publics (pénale, disciplinaire, civile...), sa responsabilité est à la fois personnelle et pécuniaire, en vertu du décret du 20 décembre 1962. Il peut néanmoins solliciter une remise gracieuse, soumise à l'avis de la Collectivité, avant décision du Ministre en charge du Budget. La Chambre Régionale des Comptes (CRC) a procédé au contrôle des comptes produits par M. Gérard DALLEMER, ancien Comptable public, en charge de la communauté, pour les exercices de 2017 et 2018. A l'issue de ce contrôle, le procureur financier a engagé la responsabilité pécuniaire et personnelle de M. DALLEMER. Le jugement prononcé le 13 décembre 2022 décide de la mise en débet du Comptable pour un montant de 7 704.42 €, au titre de l'exercice 2018, augmenté des intérêts de droit à compter du 17 août 2022.

L'historique des faits :

M. Gérard Dallemer, a pris en charge le mandat de paiement n° 63 du 12 janvier 2018 de la facture n° 000210 émise par la SARL REHaction le 13 décembre 2017, d'un montant de 7 702,42 € ; que le comptable a payé le mandat de paiement précité au bénéfice de ce fournisseur le 26 janvier 2018 ;

La facture jointe à l'appui du mandat précité portait de manière claire et visible la mention « *pour être libératoire paiement à adresser Compagnie Générale d'Affacturage C.G.A. lie de la Réunion BP 331 21, rue Félix Guyon 97400 Saint-Denis [..] subrogée en nos droits* » indiquant les références bancaires de la société d'affacturage ; que le mandat précité a été émis au bénéfice de la SARL REHaction en faisant figurer les références bancaires dudit fournisseur ; que le paiement a ainsi été réalisé par virement sur le compte bancaire du fournisseur et non sur le compte bancaire de la société d'affacturage, subrogée dans les droits du fournisseur ;

En présence d'informations contradictoires, il appartenait au comptable de suspendre le paiement et de se rapprocher de l'ordonnateur; qu'en aucun cas, M.Gérard Dallemer ne peut se prévaloir utilement de l'erreur de l'ordonnateur qui a libellé à tort le mandat au bénéfice de la SARL REHaction pour s'exonérer de sa propre responsabilité, en tant qu'il était tenu d'exercer le contrôle du caractère libératoire du paiement ; qu'il ne peut davantage se prévaloir qu'il s'agissait d'une facture escomptée puisqu'il s'agissait une opération d'affacturage laquelle nécessite que le paiement de la facture du fournisseur, pour être libératoire, soit effectué conformément aux références bancaires figurant dans la mention subrogative portée sur la facture jointe au mandat ;

En ne suspendant pas le paiement du mandat n° 63 du 12 janvier 2018 au motif de la contradiction entre les références bancaires du fournisseur et celles précisées dans la mention subrogative portée sur la facture jointe à son appui, M. Gérard Dallemer a commis un manquement ;

Sur l'existence d'un préjudice financier

Selon l'article 60 de la loi du 23 février 1963 susvisé, « la responsabilité personnelle et pécuniaire prévue au I, est mise en jeu par le ministre dont relève le comptable, le ministre chargé du Budget ou le Président des Comptes dans les conditions qui suivent » ; que « lorsque le manquement du comptable a causé un préjudice financier à l'organisme public concerné [..], le comptable a l'obligation de verser immédiatement de ses deniers personnels la somme correspondante » ;

Accuse de réception en préfecture
1974248740119-20230223-CC2023-1-28-DE
Date de télétransmission : 03/03/2023
Date de réception en préfecture : 03/03/2023

Un préjudice financier résulte notamment du paiement d'une dépense indue donnant lieu à une constatation dans la comptabilité de l'organisme et se traduisant par un appauvrissement patrimonial de la personne publique ;

Par certificat administratif du 18 mars 2018, l'ordonnateur certifie que les paiements des deux factures précitées ont été effectués sur le compte bancaire de la SARL REHaction alors qu'ils auraient dû être effectués sur le compte bancaire de la société d'affacturage; que, par suite, il certifie qu'il y a lieu d'émettre deux titres de recette à l'encontre de la SARL REHaction pour le remboursement des sommes qu'elle a indues reçues et de procéder au mandatement des deux factures en faveur de la société d'affacturage ;

La somme de 7 702,42 € n'ayant pas été réglée à son véritable créancier, la **CINOR** n'a pas eu d'autre choix que de mandater le 23 mars 2018 une seconde fois ces sommes à la société d'affacturage qui lui réclamait son dû;

Un titre de recette a été émis le 15 mai 2018, pour double paiement, à l'encontre de la SARL REHaction pour le montant de 7 702,42 €; la SARL REHaction ayant été déclarée en liquidation judiciaire par jugement en date du 19 août 2020, jugement publié au bulletin officiel des annonces civiles et commerciales (BODACC) le 28 août 2020, la somme de 7 702,42 €, payées à tort à ladite société n'a pas pu être recouvrée par la suite, y compris partiellement ; qu'un paiement non libératoire qui n'est pas remboursé cause en principe un préjudice à l'organisme public, la somme demeurant due au véritable créancier ;

Le manquement du comptable à son obligation de vérification du caractère libératoire du paiement a eu pour conséquence d'obliger l'établissement public à émettre un second mandat au profit du véritable créancier pour la somme de 7 702,42 € ; qu'il en résulte un préjudice, ce que le comptable public reconnaît ; que, par suite, il y a lieu de constituer M. Gérard Dallemer débiteur de la CINOR pour la somme de 7 702,42 €;

M. Gérard Dallemer a transmis un plan de contrôle hiérarchisé validé en date du 7 mars 2018 par le directeur régional des finances publiques de La Réunion, pour une durée de trois ans ; que le plan de contrôle transmis est postérieur à la date du paiement du mandat n° 63 précité ; que, toutefois, le plan de contrôle validé le 11 mars 2016 par le directeur régional des finances publiques de La Réunion portait sur une durée de deux ans, soit jusqu'au 10 mars 2018 ; qu'en référence à ce plan de contrôle, la dépense en cause relevait de la catégorie « autres achats », dont le taux de contrôle était fixé à 3 % pour les dépenses dont le montant se situait entre 900 et 12 999,99 € ; qu'il n'a pas été démontré que le mandat de paiement n° 63 payé le 12 janvier 2018 ait été sélectionné dans ce cadre, ni que la dépense ait fait l'objet du contrôle qui aurait pu empêcher sa mise en paiement ;

Il y a lieu de considérer que les règles de contrôle sélectif des dépenses ont été respectées ; que, par suite, la remise gracieuse susceptible d'être accordée à M. Gérard Dallemer par le ministre chargé du budget pourra être totale ;

Enfin, il convient de souligner la qualité du partenariat entre la CINOR et M. Gérard DALLEMER, tout au long de la période où il a eu à exercer ses fonctions. A la lueur de ces éléments il est proposé au conseil communautaire d'approuver la remise gracieuse du montant mis à la charge de M. DALLEMER, soit 7 702.42 € et des intérêts de droit.

Pièces jointes :

- Notification du jugement*
- Demande de remise gracieuse

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20230223-CC2023-1-28-DE
Date de télétransmission : 03/03/2023
Date de réception préfecture : 03/03/2023

**DELIBERATION N° 2023/1-28
du Conseil de la Communauté
en séance du 23 février 2023**

OBJET

DEMANDE DE REMISE GRACIEUSE DU DEBET PRONONCE A L'ENCONTRE DE MONSIEUR GERARD DALLEMER PAR LA CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES PAR JUGEMENT 2022-0004

LE CONSEIL DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'Arrêté Préfectoral n° 1320/SG/DRCT/3 en date du 20 juin 1997 fixant le périmètre du projet de communauté comprenant les Communes de Saint-Denis, Sainte-Marie et Sainte-Suzanne ;

Vu l'Arrêté Préfectoral n° 2686/SG/DRCT/3 en date du 22 octobre 1997 créant la Communauté de Communes C.I.N.O.R ;

Vu l'Arrêté Préfectoral n° 4462/SG/DRCT/3 en date du 28 décembre 2000 transformant la Communauté Intercommunale du Nord de la Réunion (CINOR) en Communauté d'Agglomération ;

Sur l'avis de la Commission ;

Sur le RAPPORT N° 2023/1-28 du Président ;

APRES EN AVOIR DELIBERE,

ARTICLE 1

Le Conseil Communautaire approuve la remise gracieuse du montant mis à la charge de M. Gérard DALLEMER, soit 7 702.42 €, et des intérêts de droit.

ARTICLE 2

Le Conseil autorise le Président à signer tous les actes correspondants ;

Nombre de votants : 47 (dont 05 procurations)
Suffrages exprimés : 47
Vote pour : 47
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte Clotilde

03 MARS 2023

Le Président,
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20230223-CC2023-1-28-DE
Date de télétransmission : 03/03/2023
Date de réception préfecture : 03/03/2023



SECRETARIAT DU CONSEIL
COMMUNAUTAIRE

AVIS DES COMMISSIONS

RAPPORT N°2023/FIN/1-28

Demande de remise gracieuse du débet prononcé à l'encontre de Monsieur Gérard DALLEMER par la chambre régionale des comptes par jugement 2022-0004

COMMISSION ADMINISTRATION FINANCES

La Commission émet un avis favorable sans observation particulière.